

Comment organiser sa succession à des fins philanthropiques ?

Les différentes solutions au Luxembourg et le rôle du notaire

Joëlle Baden, Notaire

À une époque où les écarts de richesse se creusent, la philanthropie gagne en importance et de plus en plus de citoyens désirent venir en aide à leurs semblables de manière désintéressée.

Le rôle du notaire

À un moment donné de sa vie, il est normal de commencer à réfléchir à sa transmission et à la répartition de son patrimoine de son vivant ou après sa mort.

À cette occasion, le notaire jouera souvent le rôle de consultant pour ces questions patrimoniales : il écoutera d'abord et analysera ensuite les volontés des uns et des autres. Ensuite, il les conseillera en leur expliquant les différentes possibilités, compte tenu de leur situation spécifique (volonté d'être philanthrope de leur vivant ou à leur mort, existence d'héritiers ou non, etc.), avant de les aider à finaliser leurs décisions une fois que celles-ci sont prises.

Le philanthrope peut soit faire une donation de son vivant, soit léguer par testament (legs).

La donation

La donation est la transmission du vivant de la personne d'une partie de son patrimoine.

De nos jours, de plus en plus de philanthropes veulent agir de leur vivant et s'impliquer activement dans la gestion de leur projet et donner ainsi, en plus des fonds, également une partie de leur temps à cette fin. Au lieu de créer sa propre fondation, il sera plus facile de créer une fondation abritée sous la Fondation de Luxembourg que d'en constituer une toute nouvelle où les démarches administratives pour la constitution et le fonctionnement sont relativement lourdes. Dans ce cas, le philanthrope pourrait, par exemple, siéger au comité de gestion de sa fondation abritée et ainsi suivre de manière concrète l'évolution et l'investissement de ses fonds.

Pour la donation, les mêmes règles quant à la quotité disponible sont à respecter qu'en cas de legs.

Une donation doit en principe être faite par acte authentique, c'est-à-dire devant notaire. La seule exception est le don manuel, par exemple d'une somme d'argent même par virement, et en général, de tout ce qui peut se transmettre de main en main.

Le legs

Le legs est la transmission par testament d'un ou de plusieurs biens (mobiliers ou immobiliers) à une personne physique ou morale, qui peut être une association ou une fondation.

Si quelqu'un veut léguer ses biens à une personne autre que ses héritiers légaux, il lui faut rédiger un testament en respectant la quotité de son patrimoine dont il peut disposer, compte tenu de l'existence d'héritiers réservataires et/ou du régime matrimonial, le cas échéant.

Sans entrer dans les détails, seuls les enfants sont des héritiers réservataires en droit luxembourgeois. Si par exemple, une personne a deux enfants, elle peut en principe disposer d'un tiers en faveur d'une tierce personne ; à partir de trois enfants, il s'agit d'un quart.

En prenant en compte toutes ces contraintes et desiderata, le notaire assiste à la rédaction d'un testament pour que celui-ci soit aussi clair que possible et qu'il ne prête pas à confusion au moment de l'exécution. Le testateur a toute latitude pour formuler ses conditions quant à l'affectation de son legs et à la manière dont ses biens seront utilisés. Il est important que le testament ne soit pas équivoque, identifie de manière précise les institutions ou personnes qui seront légataires ainsi que les objectifs à atteindre avec les biens légués.



Il est à noter également que le projet de loi de 2013 concernant la fondation patrimoniale a été suspendu. De ce fait, le Luxembourg ne connaît à l'heure actuelle aucun véhicule qui pourrait s'apparenter à une « Stichting » néerlandaise, une fondation suisse ou encore un trust anglo-saxon.

Les droits de donation et de succession / Autorisations

Une loi du 19 décembre 2008 a allégé les droits de donation, de succession et de mutation en faveur de certaines personnes morales, dont les fondations et les associations sans but lucratif. Ces droits sont calculés sur base de la valeur réelle des biens transmis. Ainsi, les droits de donation s'élèvent en principe à 4,8 % (plus pour les immeubles un droit de transcription de 1 %, et éventuellement une surtaxe si les immeubles se trouvent sur le

territoire de la Ville de Luxembourg). Lors de la constitution de la fondation ou asbl en question, seul un droit fixe est dû.

Les droits de donation peuvent être évités en ayant recours au don manuel qui n'a pas besoin d'être fait par acte notarié et qui ne sera donc pas enregistré.

Pour les legs à une fondation ou asbl, les droits de succession s'élèvent désormais à 4%.

Il faut également noter que les libéralités entre vifs ou testamentaires à une fondation ou asbl doivent être autorisées par le Ministre de la Justice mais là encore, la loi du 19 décembre 2008 a assoupli le régime et a élevé le seuil à partir duquel l'autorisation est due à 30 000 €. Cette autorisation n'est pas nécessaire en cas de donation effectuée par virement bancaire provenant

d'un établissement de crédit autorisé à exercer dans un pays de l'Union européenne. En dernier lieu, on peut encore mentionner que le Luxembourg, à travers la Fondation de Luxembourg, fait partie depuis juin 2009 du TGE (Transnational Giving Europe), ce qui favorise le traitement fiscal des donations sur un plan européen.